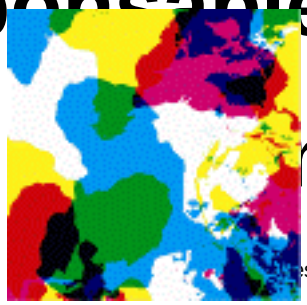
Extrait du Site de l'Association Adéquations

http://www.adequations.org/spip.php?article1023

Plaidoyer des organisations françaises de solidarité internationale

Le Manifeste des ONG de solidarité internationale : "Votons pour une Europe responsable & solidaire dans le monde !"



Date de mise en ligne : mardi 21 avril 2009

Les élections au Parlement européen 7 juin 2009 -

Description :

Coordination SUD (solidarité, urgence, développement) se mobilise pour interpeler les candidats et obtenir d'eux des engagements forts en faveur d'une Europe solidaire, cohérente et démocratique.

Site de l'Association Adéquations

Coordination SUD (solidarité, urgence, développement) se mobilise dans le cadre des élections européennes de 2009 pour interpeler les candidats et obtenir d'eux des engagements forts en faveur d'une Europe solidaire, cohérente et démocratique.
SUD publie ainsi un Manifeste "Votons pour une Europe responsable & solidaire dans le monde !" (dont Adéquations reproduit ci-dessous l'introduction), et une Charte qui en reprend les principes et qui sera proposée à la signature de tous les candidats aux européennes.

Introduction du Manifeste *Votons pour une Europe responsable & solidaire dans le monde !*

En juin 2009, les citoyens des 27 États membres de l'Union européenne (UE) seront appelés à élire leurs représentants au Parlement européen pour la législature 2009-2014. Alors que ces élections s'inscriront dans un contexte de crise aux multiples dimensions, il s'agira, en France, du premier scrutin sur les questions européennes depuis le rejet du traité constitutionnel le 29 mai 2005.

Aujourd'hui, l'Europe tente de s'extraire de l'une des crises financières les plus graves depuis 1929 avec toutes les conséquences dramatiques qu'elle engendre aux niveaux économique et social. Face à cela, les États européens ont démontré leur capacité à s'entendre afin de sauver certains piliers du système capitaliste tels que les établissements financiers ou les grands groupes industriels. Ces événements ont le mérite d'avoir replacé la régulation de la mondialisation au coeur des discours des décideurs européens dont les déclarations ont suscité de nombreuses attentes dans le monde. La demande d'une « Europe protectrice » se fait de plus en plus présente. Ce nouveau contexte conduira-t-il l'UE à concevoir des politiques économiques, commerciales ou agricoles respectueuses des populations marginalisées en Europe et dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de la zone méditerranéenne ?

Par ailleurs, les catastrophes naturelles en Europe et dans le reste du monde ont marqué la dernière législature du Parlement européen. L'Europe, en tant que puissance industrielle majeure, détient une responsabilité particulière dans la crise écologique mondiale. L'Union européenne reconnaîtra-t-elle cette responsabilité, notamment envers les pays du Sud, en veillant à ce que chacun ait un accès égal aux ressources naturelles ?

L'Union européenne connaît en outre une importante crise de légitimité depuis le rejet du traité constitutionnel (devenu traité de Lisbonne) en France, aux Pays-Bas et en Irlande. Les vifs débats autour de ce texte ont mis en lumière le rejet, chez les partisans du « oui » comme du « non » d'une Europe opaque, peu démocratique, construite essentiellement autour de l'intégration économique et de l'exportation dans le monde d'un système économique et social injuste et peu durable. Les candidats aux élections européennes de juin prochain travailleront-ils à l'émergence d'une nouvelle Europe plus démocratique, plus juste et ouverte à la société civile ?

Cette conjonction de crises affecte directement les Européens. Son impact sera toutefois bien plus important sur les populations marginalisées dans les pays en développement. L'Europe se doit donc de proposer un nouveau modèle de développement, qui soit durable, donc plus équitable, et respectueux de l'intérêt des générations futures.

À l'heure d'un monde globalisé et interdépendant, la stabilité en Europe est liée aux conditions de vie dans les pays

Copyright © Site de l'Association Adéquations

en développement. Afin de sortir de la crise aux côtés des pays pauvres, l'UE a tout intérêt à tenir ses engagements en matière de solidarité internationale.

En adoptant les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'UE s'est engagée à lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde. De même, les États européens se sont engagés à promouvoir le respect des droits humains dont ceux des femmes, condition primordiale du développement. Ces droits, définis dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et explicités dans le Pacte international relatif aux Droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels (DESC), doivent guider les actions de solidarité internationale de l'Union européenne.

Dans ce contexte de crise, les organisations membres de Coordination SUD* estiment que l'UE doit tenir sa place d'acteur majeur de la coopération au développement et promouvoir des relations internationales justes et équilibrées, autour de trois objectifs primordiaux :

- **1. Promouvoir une Europe solidaire** en garantissant le respect des engagements en faveur de l'amélioration qualitative et quantitative de l'aide à travers des démarches respectueuses des droits humains et qui contribuent à la réduction des inégalités sociales et à la mise en place de modèles durables d'un point de vue environnemental.

- **2. Exiger l'émergence d'une Europe cohérente**, dotée de politiques économiques, sociales, commerciales, agricoles, environnementales et de sécurité respectant les objectifs européens de développement et favorisant l'émergence d'une citoyenneté responsable pour les habitants de l'UE et du reste du monde. Ceci implique la mise en place de partenariats politiques et économiques fondés sur un accès équitable aux ressources, la répartition des richesses et un engagement réciproque envers les droits humains, l'égalité entre les hommes et les femmes et la justice économique et sociale.

- **3. Soutenir l'émergence d'une Europe démocratique** dotée d'un cadre financier et institutionnel pour le développement clair et transparent tout en assurant une meilleure participation des organisations de la société civile et des citoyens à la définition et à la mise en oeuvre des politiques.

Le présent manifeste exprime les positions des organisations françaises de solidarité internationale, regroupées au sein de Coordination SUD, à l'attention des candidats aux élections européennes. Il s'inscrit dans la campagne européenne menée par la Confédération européenne des ONG d'Urgence et de Développement (CONCORD), dont l'action est soutenue par des millions de citoyens européens.

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG de solidarité internationale. Elle est membre de CONCORD, confédération européenne rassemblant plus de 1 200 ONG d'urgence et de développement.

Sommaire du Manifeste

1. Europe solidaire
A. Aide publique au développement
B. Financements innovants

2. Europe cohérente
A. Égalité entre les femmes & les hommes
B. Justice climatique

C. Politique économique au service du développement
D. Politique alimentaire & agricole durable et solidaire
E. Politique d'aide humanitaire renforcée

3. Europe démocratique
A. Société civile
B. Réformes institutionnelles

Plus d'infos, et téléchargement du Manifeste et de la Charte

Sur le site de Coordination SUD :
http://coordinationsud.org/spip.php?rubrique477

Post-scriptum :

A consulter sur le site d'Adéquations :

- Développement durable, notions essentielles (notamment sur les liens entre développement durable et solidarité internationale)
- Rubrique Campagnes et plaidoyers
- Tous nos articles relatifs à l'Union Européenne

Copyright © Site de l'Association Adéquations